



07-07-2012

Automobile : le démantèlement se poursuit

Quelques rappels utiles :

* En février 2011, nous écrivions : « Renault, Peugeot-Citroën, une année en or ». ([Voir article sur notre site](#)). En effet, Renault venait d'annoncer 3,49 Milliards d'euros de profits et un montant de réserves disponibles de 12,8 milliards.

Le groupe Peugeot annonçait au même moment 1,13 Milliards d'euros de profits et 11 Milliards de fonds de réserve.

Tout cela obtenu bien entendu à coup de suppressions massives d'emplois, de bas salaires et de conditions de travail dégradées.

*Rappelons également que Peugeot a supprimé 17 500 emplois entre 2007 et 2010 et que Renault a prévu d'en supprimer 6500 en trois ans.

D'un côté les profits, de l'autre les conséquences sociales.

*Quelques temps plus tard, une note interne au groupe P.S. annonçait la fermeture de trois sites de production et 6800 nouvelles suppressions d'emplois dont 800 intérimaires.

Personne ne pouvait donc ignorer les objectifs des groupes automobiles. Et pourtant, le débat de fond sur le devenir de l'industrie fut totalement occulté (volontairement) pendant la longue période électorale, que ce soit par la Droite, le PS et ses alliés et par les centrales syndicales qui ont freiné les luttes.

Les groupes industriels peuvent dormir tranquille, écrivions-nous, et poursuivre sans entrave leur course aux profits.

La situation d'aujourd'hui n'est donc une surprise pour personne, la réalité est que tous sont d'accord pour accompagner les décisions imposées par ces groupes.

Après l'annonce récente de 6000 à 10000 suppressions d'emplois supplémentaires chez Peugeot, A. Montebourg, le nouveau ministre du travail s'est fâché tout rouge, et dans une démarche très révolutionnaire, il a demandé au P.D.G. de Peugeot le détail de ces suppressions d'emplois. Et pour se placer immédiatement sur le terrain de l'accompagnement, il annonce qu'il proposera dans les jours qui viennent un « plan d'action pour l'avenir de la filière automobile » qui sera présenté le 11 juillet.

Le changement serait-il pour maintenant ? Les pistes que propose le ministre socialiste ne vont visiblement pas dans ce sens. Il s'agit d'« aider les entreprises à amortir les périodes de sous production ». Autrement dit, financer le chômage partiel par l'Etat. Autre piste, développer le crédit impôt-recherche, en quelque sorte faire de nouveaux cadeaux aux patrons.

Sarkozy l'a fait, Montebourg va l'amplifier.

Dans un entretien au journal « Le Monde », il explique la désignation de 22 (un par région) « commissaires au redressement productif » pour aider les P.M.E. et « empêcher qu'elles tombent aux mains de prédateurs »

Sauf que les P.M.E. sont soumises aux décisions des grands groupes industriels, les « prédateurs » sont depuis longtemps déjà en place. C'est d'ailleurs à ceux-là que le gouvernement veut faire de nouveaux cadeaux.

De plus, les politiques d'austérité imposées par le capital dans tous les pays européens ont des effets catastrophiques pour les peuples, mais aussi pour l'industrie automobile.

En France, la production de véhicules a reculé de 37,2% en 10 ans. En Espagne la vente d'automobiles a reculé de 50%, en Italie de 25%. En Grèce, au Portugal, le phénomène est identique.

La baisse des salaires et du pouvoir d'achat, le chômage massif, la précarité, la pauvreté, conséquences du profit capitaliste, accélèrent la casse industrielle en France et en Europe.

Pour accumuler toujours plus de profits, les productions sont délocalisées en Chine, au Brésil, en Roumanie, au Maroc et ailleurs, mais l'exploitation capitaliste n'a pas de limite :

Dans un article des « Echos », le patronat de l'automobile du Royaume Uni explique qu'il est très satisfait de la « renaissance de l'industrie automobile dans le pays ». il vante ses relations avec les organisations syndicales : « regardez les accords passés avec les représentants du personnel, vous verrez les efforts de flexibilité faits par les salariés » se réjouit le dénommé Phil Harrold, le représentant patronal, « les chaînes fonctionneront souvent cinquante et une semaine par an et lorsque les circonstances l'exigeront, les ouvriers ont accepté que leur rémunération puisse baisser jusqu'à 50% » Et d'ajouter « En Europe, c'est au Royaume Uni qu'il est le plus facile de fermer une usine si ses modèles n'ont pas de succès ». Ajoutons à cela une nouvelle baisse de la fiscalité des entreprises de la part du pouvoir en place et on voit se dessiner la stratégie des groupes industriels européens.

Fatalité ? Certainement pas, la cause c'est l'existence du capitalisme, mais personne ne veut s'y attaquer, ils sont tous d'accord pour l'aménager.

Confisquer l'outil de production au capital, en finir avec ce système, c'est la seule perspective pour préserver et développer l'industrie.

Il n'y a que la force des luttes pour y parvenir.

Nous avons créé Communistes pour cela, le renforcer, c'est faire un pas dans cette direction.